

Figures marquantes de la liberté**6^e rencontre : Ludger Duvernay (1799-1852)**

Conférence prononcée le 1^{er} mars 2022 à l'auditorium de la Grande Bibliothèque

Invité : Gilles Laporte, historien

Animateur : Éric Bédard, historien

Texte publié le 4 novembre 2022



Portrait de Ludger Duvernay par Jean-Baptiste Roy-Audy, huile sur toile, 1832.
Source : Wikimedia Commons, domaine public.

La trajectoire de Ludger Duvernay se confond avec celle du mouvement patriote tout entier, de sa montée irrésistible durant les années 1820, puis durant l'explosion de 1837 à 1839 et jusqu'à sa récupération politique par le réformisme de Louis-Hyppolite La Fontaine durant les années 1840. Sa biographie permet ainsi d'esquisser certaines réponses à propos du nationalisme québécois naissant durant cette époque chargée, avec ses espoirs, ses instants lumineux, puis ses désillusions.

Posons d'emblée que Duvernay n'appartient pas à la même classe sociale que la plupart des autres leaders patriotes, celle des professionnels issus de la filière du cours classique. Toute sa vie, Duvernay subira d'ailleurs la précarité matérielle le forçant à faire des choix difficiles. Jusqu'à nos jours, on conserve donc de lui l'image d'un entrepreneur pugnace proche des réalités populaires. Tour à tour « martyr de la liberté » en 1832, fondateur de la Fête nationale en 1834, puis sauveteur de la cause libérale à son retour d'exil en 1842, il reste néanmoins inféodé à un quarteron d'avocats et de médecins qui contrôlent tour à tour les partis canadien, patriote puis réformiste. Seules sa Société Saint-Jean-Baptiste, sans doute son adhésion à la franc-maçonnerie et assurément



sa mainmise sur le journal *La Minerve*, lui permirent de s'élever au-dessus de sa condition et d'infléchir le cours des événements.

À première vue, pourtant, les origines de Duvernay en imposent. Par sa mère, Marie-Anne-Julie Robert de la Morandière, il descend d'un lieutenant des Compagnies franches de la Marine. Par son père, Joseph Crevier Duvernay, il est lié à Christophe Crevier, arrivé de Normandie en 1650 et installé à Trois-Rivières où il reçoit une commission de notaire du Roi. C'est le fils de Christophe, Jean-Baptiste Crevier, qui ajoute à son nom la particule « du Vernet » devenu Duvernay [1].

En réalité, quand il naît le 22 janvier 1799 à Verchères, la condition de la famille de Ludger est fort modeste : son père n'est qu'un humble menuisier qui a fortiori meurt noyé en août 1820, plongeant sa famille dans la précarité. Ludger ne recevra qu'une modeste éducation élémentaire, auprès cependant d'un excellent maître, Louis Labadie, qui tenait école à Varennes et qui prit le garçon sous son aile. On doit certainement à Labadie la vocation d'imprimeur de Duvernay et de l'avoir orienté vers cette carrière, « car dans cette vocation [il] ne pouv[ait] qu'être un homme éclairé [2] ». De fait, bien qu'honorable, le métier d'imprimeur n'est pas alors considéré parmi les professions libérales. Mais dans l'esprit de Labadie c'est cependant une voie privilégiée pour qu'un jeune homme brillant, mais désargenté, puisse côtoyer l'élite sans lui-même en être issu. Duvernay devra donc, tout en poursuivant son idéal politique, travailler fort toute sa vie et constamment courir après l'argent.

En 1813, Labadie recommande Duvernay auprès de Charles-Bernard Pasteur, du journal *Le Spectateur*, qui cherche alors un apprenti à son imprimerie de Montréal. Après deux ans d'apprentissage, Duvernay obtient la pleine confiance de Pasteur et devient employé rémunéré.

La Gazette des Trois-Rivières

Encouragé par ses soutiens, dont Denis-Benjamin Viger, Duvernay quitte Montréal dès 1817 pour fonder sa propre imprimerie à Trois-Rivières. *La Gazette des Trois-Rivières* serait bel et bien le premier journal québécois jamais publié hors de Montréal ou Québec. Avec pignon sur rue sur la rue Royale, *La Gazette* reçoit vite des commentaires élogieux



que Duvernay s'empresse de publier. Rangée dans le camp libéral, sa ligne éditoriale demeure plutôt vague.

[S']élever avec énergie contre l'oppression puissante; le cri plus puissant de l'indignation générale, la poursuite sous quelques formes qu'elle se produise; la dénoncer à la juste vengeance des Loix, de manière à exciter cette crainte salutaire qui fait l'appui et la sauve-garde des faibles en devenant un frein pour les méchants.

Le marché trifluvien est cependant bien modeste pour un tel hebdomadaire et Duvernay doit bientôt chercher des abonnés et des annonceurs aussi loin qu'à Gentilly ou Lavaltrie. Le journal cesse donc de paraître en 1822. Duvernay avait entretemps tenté de rentabiliser ses presses en publiant *L'Ami de la religion et du roi* (1820) pour le compte du curé de Trois-Rivières, puis *Le Constitutionnel* (1823) et enfin *L'Argus* « journal électorique », le temps de la campagne électorale de 1826. Pendant ce temps, le jeune vingtenaire s'affaire, imprime livres et brochures et tient même librairie. Il occupe aussi une charge à la voirie et comme inspecteur aux incendies, se faisant bien voir des autorités locales. Il est alors en mesure de demander la main de Marie-Reine Harnois, fille du capitaine Augustin Harnois, qu'il épouse à Rivière-du-Loup (Louiseville), le 14 février 1825.

Au début du XIX^e siècle, de nombreux journaux rivalisent sur le plan des idées politiques et se disputent le petit nombre de lecteurs. Ils ont cependant tous des airs de parenté. Disons d'abord qu'ils sont chers, n'ont que quatre pages sans gros titre, ni illustration, ni bien sûr de photo, et se présentent uniformément sur cinq longues colonnes de textes par page. Disons ensuite que leur contenu est austère, plutôt intellectuel et qu'il poursuit en général une mission éducative. C'est que le faible taux d'alphabétisation confine le cercle des lecteurs à une petite élite cultivée pour qui le journal est une source de formation continue que n'offrent alors ni les écoles, ni les livres, en nombre insuffisant au Bas-Canada.

La technologie n'a guère évolué depuis l'époque de Gutenberg et consiste toujours à aligner des plombs typographiques sur une composeuse enduite d'encre et à imprimer les caractères sur une grande feuille recto-verso pliée en deux. Quelques employés peuvent suffire pour tirer trois numéros par semaine : un rédacteur, un typographe et un annonceur, généralement aussi responsable des abonnements. Imprimeur bien établi, Duvernay a pu



employer jusqu'à une vingtaine de personnes à la veille des rébellions. Un journal peut alors essentiellement compter sur trois sources de revenus : les abonnements, les annonces et la publication des avis publics du gouvernement, une ressource lucrative mais qui requiert que le journal partage la même idéologie que celle du gouvernement, ce qui ne se produira pas souvent dans le cas de Duvernay. À l'époque des patriotes, une douzaine de journaux paraissent à Montréal et à Québec. Les journaux toriens anglophones, *Montreal Gazette*, *Montreal Herald* (1811) ou *Quebec Mercury* (1805) bénéficient de la clientèle des riches marchands anglais et compte chacun entre 4 et 5000 abonnés. Quant aux journaux pro-patriotes, *Le Canadien* (1806), *The Vindicator* (1828) ou *La Minerve* (1826), ils ne peuvent tirer qu'à quelques centaines d'exemplaires.



En-tête du journal *La Minerve* du 3 avril 1837. Source : [Bibliothèque et Archives nationales du Québec](#).

L'imprimeur du Parti patriote

Au début de 1827, le jeune couple déménage à Montréal où Duvernay devient imprimeur au *Canadian Spectator*, un journal réformiste irlandais qui vivotera jusqu'en février 1829 avant de céder la place au *The Vindicator*. Entretemps, Duvernay acquiert le journal *La Minerve*, fondé à la fin de 1826 par un jeune et brillant étudiant en droit promis à un riche avenir, Augustin-Norbert Morin. Le prix demandé de £7 et 10 shillings est dérisoire et ne concerne guère que le nom et le carnet d'abonnés du journal. Ce sera à Duvernay de fournir le matériel d'impression. C'est chose faite quand il acquiert l'imprimerie de James Lane située sur la rue Saint-Paul au coin de Saint-Gabriel, tout près de chez Denis-Benjamin Viger, mécène à demeure du jeune Duvernay. Aujourd'hui encore connue sous le nom de la



Maison *La Minerve*, le vénérable édifice du Vieux-Montréal est cité bien culturel québécois [4].

Dévoué et talentueux, Duvernay fait vite de *La Minerve* l'un des principaux journaux du Bas-Canada et l'organe officiel du Parti patriote, dont il obtient le soutien financier. Sous l'impulsion de Duvernay, le journal passe de 240 abonnés en 1827 à 1300 abonnés en 1832.



La maison de *La Minerve*, érigée en 1800 sur la rue Saint-Paul à Montréal. Ludger Duvernay y imprime le journal du même nom de 1829 à 1837. © Luc Brunelle, 2015. Source : Ministère de la Culture et des Communications, [Répertoire du patrimoine culturel du Québec](#).

Augustin-Norbert Morin s'était engagé à demeurer rédacteur du journal. On le remplace bientôt par le jeune Léon Gosselin, puis par Hyacinthe Leblanc-Marconnay en attendant Antoine Gérin-Lajoie, entre autres. C'est que Duvernay a la réputation de mal payer son personnel et de lui imposer de très dures conditions de travail. Il est même arrivé que Duvernay enferme ses employés dans l'imprimerie avec chacun une bouteille de gin en



exigeant qu'ils n'en sortent que lorsque *La Minerve* sera prête à distribuer! Pour le justifier, il se donne lui-même en exemple de patriote dévoué vivant de presque rien [5].

Un atelier d'imprimerie tel que celui de la rue Saint-Paul sert à imprimer bien d'autres choses qu'un journal. Duvernay va se consacrer à diversifier son affaire et devient le plus gros imprimeur de livres français de Montréal. Papeterie de notaire, feuilles de musique, manuels scolaires, ouvrages de dévotion ou pamphlets politiques rageurs, tout est bon sous les presses de la rue Saint-Paul. Il s'agit soit de commande, soit de documents vendus à la librairie d'Édouard-Raymond Fabre, par ailleurs lieu notoire de réunions patriotes, où Duvernay passa lui-même un temps infini. Parmi ces projets d'édition, Duvernay innove en proposant l'almanach de *La Minerve*, tiré chaque année à quelque 3000 exemplaires, souvent le seul livre que possédaient la plupart des foyers. On y trouve pêle-mêle des adresses utiles, le calendrier des saints, des proverbes et des conseils agricoles. Duvernay pris sans doute modèle sur l'*Almanach du Bonhomme Richard* (*Poor Richard's Almanack*) publié par son héros Benjamin Franklin à l'époque de la Révolution américaine. L'idée de l'almanach fut ensuite reprise par l'éditeur Odilon Beauchemin à compter de 1842 [6].

Comme on le voit, Duvernay n'était pas seulement motivé à faire tourner ses presses entre deux *Minerve*, mais tout aussi soucieux d'étendre la littérature chez le plus grand nombre possible de ses compatriotes. On en a une nouvelle preuve avec un ouvrage qui avait marqué Duvernay et qu'il allait contribuer à faire connaître au Bas-Canada. Publié à Paris en 1833, *Paroles d'un croyant* de Félicité-Robert de La Mennais propose de moderniser le catholicisme afin de l'adapter aux réalités industrielles et de sensibiliser le clergé au dénuement matériel et moral de la classe ouvrière. Condamné par le pape Grégoire XVI, le livre est aussitôt mis à l'index par le clergé bas-canadien. Mal lui en prend, Duvernay en tire des milliers d'exemplaires en contrefaçon! C'est un succès retentissant : les patriotes utilisent l'essai de La Mennais pour justifier leur lutte et invalider la critique du clergé. Duvernay lui-même y trouve la voie par où concilier ses propres valeurs libérales avec sa foi sincère autour du concept mennaisien de catholicisme social.



Martyr de la liberté

À cette époque comme aujourd'hui, l'arrestation d'un journaliste est bien sûr vue comme une sévère atteinte à la liberté d'expression. Voltaire ou, plus près de nous, Pierre du Calvet ou Pierre-Stanislas Bédard s'étaient ainsi taillé de belles réputations de pourfendeurs du despotisme. Ludger Duvernay appartient certainement à cette lignée. Même s'il écrit peu lui-même, il défend farouchement chacune des opinions émises dans *La Minerve*, en plus de se réserver les textes les plus percutants. Il encourra ainsi pas moins de trois peines d'emprisonnement à cause de ses opinions, en plus de devoir subir l'exil durant cinq longues années.

Duvernay est arrêté et incarcéré une première fois en décembre 1827 pour diffamation, de même que son collègue Jocelyn Waller du *Canadian Spectator*, parce que *La Minerve* s'en serait durement prise à la personne du gouverneur Lord Dalhousie. En janvier 1832, il est cette fois arrêté avec Daniel Tracey du *Vindicator* pour avoir traité les membres du Conseil législatif de « vieillards malfaisants ». Il est même sommé de comparaître devant ledit conseil pour s'expliquer! Quand Duvernay est libéré de prison un mois plus tard, son retour de Québec à Montréal prend des allures de tournée triomphale : au martyr de la liberté on érige des arcs de triomphe et on fait frapper une médaille marquée *La Liberté de la presse est le palladium du peuple*. C'est dans ce contexte que l'artiste Jean-Baptiste Roy-Audy peint son fameux portrait de Duvernay; le meilleur qu'on ait de lui et conservé au siège de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal : le portrait d'un bel homme déterminé de 33 ans, tenant à la main sa profession de foi pour la liberté et la démocratie.

En septembre 1836, c'est cette fois pour outrage au tribunal que Duvernay encourt une nouvelle peine de 30 jours d'emprisonnement. *La Minerve* avait accusé le shérif d'avoir menti pour protéger un geôlier inculpé pour la mort d'un détenu mort de froid à la prison de Montréal. À son arrivée comme à sa sortie de prison, Duvernay est accompagné d'une foule en liesse. Pour le peuple patriote, Duvernay fait dès lors figure de martyr et d'homme du peuple qui s'exprime sans compromis tout en payant de sa personne.

Comme ailleurs, la tradition du duel au pistolet décline au Québec à l'époque des patriotes. Elle se maintient tout de même chez ceux qui prisent encore ce sport d'aristocrates, dont



Clément-Charles Sabrevois de Bleury, un député patriote passé du côté britannique. Offensé par des articles de *La Minerve* le concernant, de Bleury adresse un cartel à Duvernay en avril 1836. Il va de soi que l'impétueux éditeur n'allait pas manquer un tel rendez-vous, si bien que les deux hommes se rencontrent en secret avec leurs témoins au nord du mont Royal à l'aube du 5 avril 1836, en violation de la loi et encourant chacun de sévères peines de prison. Le duel a bien lieu et, en duelliste expérimenté, c'est de Bleury qui fait mouche, blessant sévèrement Duvernay à la jambe droite.

Il est à nouveau question de duel en juillet 1844. Cette fois, c'est Duvernay qui lance un défi à l'éditeur de *L'Aurore*, Joseph-Guillaume Barthe. Ce dernier le dénonce plutôt à la police et Duvernay est intimé de garder la paix durant six mois. Finalement, c'est lors d'une rencontre inopinée en pleine rue que Duvernay rosse sévèrement Barthe à coups de bâton, puis se voit infliger quatre jours de prison.

La fête Saint-Jean-Baptiste

Le récit canonique sur l'origine de la Fête nationale des Québécois consiste à rappeler que depuis toujours en Gaule, en France, puis en Nouvelle-France, le solstice d'été est l'occasion de réjouissances que l'Église catholique récupère en plaçant cette fête païenne sous le patronage de saint Jean-Baptiste, l'apôtre de la Lumière.

Or en 1834, tandis que les tensions politiques sont au zénith entre Canadiens et Britanniques, on assiste à la fondation des sociétés nationales Saint-Patrick (1834) pour les Irlandais, Saint-George pour les Anglais, Saint-Andrew pour les Écossais ou même une Saint-David pour les Gallois, destinées chacune à soutenir et à aider les ressortissants d'une même origine.

C'est dans ce contexte, marqué aussi par le dépôt fracassant devant le parlement des 92 Résolutions patriotes, que Ludger Duvernay décide de faire coïncider la fête Saint-Jean-Baptiste avec une commémoration patriotique visant à célébrer la lutte démocratique menée par le Parti patriote. Le caractère politique du premier banquet qui se déroule à Montréal sous la présidence d'honneur du maire de la ville, Jacques Viger, ne fait pas l'ombre d'un doute. Des toasts sont adressés aux députés patriotes, à l'orateur Papineau mais aussi au Peuple, « source primitive de toute autorité légitime », ainsi qu'aux



réformistes du Haut-Canada et d'Irlande et notamment à Daniel O'Connell. Y participent 60 convives, la fine fleur de la députation patriote, dont bon nombre d'Irlandais et de Britanniques, sans allusion à une race, à une langue, ni même à la religion.

Devant le succès de l'événement, Duvernay parraine de nouveaux banquets de la Saint-Jean-Baptiste en 1835, 1836 et 1837, tandis que la tradition essaime autour de Montréal, à Saint-Denis, Verchères et Saint-Eustache notamment.

Un franc-maçon

Il est assez facile d'imaginer que Duvernay ait été affilié à la franc-maçonnerie du Grand Orient dès avant 1837 et qu'il ait renforcé ses liens avec la maçonnerie américaine durant son exil. Cela ne fait en tout cas pas de doute pour le mémorialiste Léon Z. Patenaude [7]. On en veut pour preuve son souci constant de propager la connaissance, l'habitude de la lecture et l'éducation sous toutes ses formes, bien illustrés par son œuvre d'imprimeur et d'éditeur, une constante dans la franc-maçonnerie. On en veut aussi pour preuve son désir permanent de mettre sur pied des organisations réunissant les esprits éclairés. Dès mars 1834, il fonde l'association Aide-toi, le Ciel t'aidera, « afin de répandre les lumières de la connaissance » [8]. Il jette ensuite durant son exil les bases de la Société des Frères chasseurs destinée en 1838 à préparer un nouveau soulèvement à partir des États-Unis, et dont les rituels secrets et le modèle hiérarchisé sont copiés sur la franc-maçonnerie. Dès la fondation de l'Association Saint-Jean-Baptiste en 1843, Duvernay prend une initiative chère aux organisations maçonniques en inaugurant une « chambre de lecture afin d'offrir au peuple les mêmes avantages que ceux des classes favorisées ». Le fait enfin que Duvernay ait nommé son fils Benjamin d'après Benjamin Franklin ne nous paraît pas anodin. Duvernay entretenait en effet la plus vive admiration pour cet illustre imprimeur, révolutionnaire et franc-maçon exemplaire.

On est bien sûr peu au fait des activités secrètes de Duvernay, mais à voir l'étendue de son réseau, tant au Canada qu'au nord-est des États-Unis, on a clairement affaire à un individu exerçant une influence qui va bien au-delà de l'ascendant généralement exercé par un modeste imprimeur.



Sur la route de l'exil

Tablant sur sa réputation de chevalier blanc et de martyr de la cause patriote, Duvernay était certainement en droit de réclamer que le parti lui accorde un mandat politique comme député. Il obtient finalement gain de cause en mai 1837, élu par acclamation lors d'une élection partielle. Il en sera cependant pour sa peine, puisque le nouveau député de Lachenaie ne siègera en tout et pour tout que six jours avant que le parlement du Bas-Canada ne soit définitivement prorogé en août suivant.

La suite est d'ailleurs chaotique. Le 6 novembre 1837, un violent affrontement oppose à Montréal les membres du Doric Club pro-britannique à ceux des Fils de la liberté pro-patriotes dans les rues de Montréal. L'imprimerie du journal patriote *The Vindicator* est saccagée tandis que l'établissement de Duvernay est menacé par les émeutiers. Surtout, les autorités britanniques tirent parti de cet événement pour émettre dix jours plus tard des mandats d'arrêt contre 26 chefs patriotes, dont Duvernay. Prévenu à temps de son arrestation imminente, Duvernay quitte Montréal sans délai en confiant à François Lemaître le soin de faire paraître un ultime numéro de *La Minerve* [9].

Parti le 17 novembre, Duvernay est un des tout premiers patriotes à trouver refuge aux États-Unis, ce qui deviendra beaucoup plus difficile par la suite, au fur et à mesure du déploiement militaire britannique. La plupart, dont Duvernay, se retrouvent d'abord à Swanton, tout au nord du Vermont et au sud, aujourd'hui, de Saint-Armand au Québec. Là, ils projettent aussitôt une attaque en territoire bas-canadien afin de détourner une partie de l'armée britannique et, si possible, de provoquer un incident frontalier avec les États-Unis. C'est l'escarmouche de Moore's Corner, le 6 décembre 1837. Duvernay fait alors partie des 80 patriotes présents, au sein desquels il a d'ailleurs la charge d'un petit détachement. Il est blessé au genou gauche avant de battre péniblement en retraite aux États-Unis sans que l'opération n'ait atteint ses objectifs. De Swanton, Duvernay passe ensuite à St. Albans, puis Rouses Point et enfin Burlington, après un séjour à New York et Philadelphie.

Duvernay ne prend pas part au second soulèvement, en novembre 1838, par Robert Nelson et le docteur Côté. Il s'affaire alors à concrétiser son projet de lancer un journal français



destiné aux exilés et à contourner la censure qui sévit alors au Bas-Canada contre les journaux pro-patriotes.

Entre temps, sans ressources au Canada, Rose et les enfants rejoignent Duvernay à Burlington en 1838. Le fardeau financier supplémentaire que cela représente pèse à Duvernay et retarde d'autant la sortie du journal qu'il souhaite lancer. La plupart des lettres que Duvernay expédie à cette époque consistent d'ailleurs à réclamer des sommes dues par d'anciens abonnés de *La Minerve*.

Ludger et Rose Harnois ont eu neuf enfants, dont quatre meurent en bas âge. À cette famille Duvernay ne sut jamais offrir un véritable foyer; il ne sera jamais propriétaire, vivant le plus clair du temps au-dessus de l'imprimerie, au milieu des odeurs d'encre et, trop souvent, d'alcool. Sa femme et ses cinq enfants survivants passeront donc beaucoup de temps chez la famille Harnois à Louiseville, où la carrière rocambolesque de Duvernay est une source d'embarras pour sa belle-famille. Tout compte fait, les deux filles Joséphine et Céline reçoivent une bonne éducation et seront bien mariées. Quant à Louis-Napoléon et à Ludger-Denis, ils grandissent à l'imprimerie et hériteront plus tard de *La Minerve*.

La Minerve renaît

En août 1839, Duvernay lance enfin son journal français à Burlington. Réalisé dans des conditions très précaires, avec des plombs typographiques américains sans accent français, le *Patriote canadien* s'avère un fiasco financier et Duvernay doit cesser la parution dès février 1840. Le journal est pourtant de haute tenue dans les circonstances, mais sa clientèle constituée de patriotes exilés dispersés et ruinés est insuffisante et jamais Duvernay ne parviendra à contourner la censure pour distribuer son journal au Bas-Canada.

Le Patriote canadien puis l'éphémère *Journal du Peuple* (1842) placent néanmoins Duvernay au cœur du réseau des exilés, le mettant en contact tant avec les leaders en fuite comme Papineau et Nelson, les Américains sympathiques à la cause patriote, qu'avec des Montréalais soumis à la loi martiale mais désireux de raviver la flamme patriote. Duvernay connaît bien la plupart des 3 à 400 exilés patriotes aux États-Unis, dont bon nombre



d'anciens abonnés à *La Minerve*. Il se trouve donc au centre des querelles très vives qui les opposent, en particulier depuis l'échec du second soulèvement de novembre 1838.

Au-delà des conflits de personnalité exacerbés par la défaite amère, les petites trahisons, la détresse matérielle et l'isolement des exilés, on peut ramener à deux les camps qui s'affrontent vers 1840. Il y aurait d'une part le « groupe de Swanton », radical et républicain, animé par le docteur Cyrille-Hector-Octave Côté, Étienne Chartier et John Ryan, éditeur à Swanton du journal *The North American*. Le groupe est indigné par le défaitisme de Papineau et désireux de poursuivre coûte que coûte la lutte contre la couronne britannique, quitte à provoquer l'annexion du Canada aux États-Unis. On distingue d'autre part le « groupe de Burlington », davantage préoccupé par la survie de la nationalité franco-catholique, autour de Édouard-Élisée Mailhot et de Duvernay lui-même. Selon Denis Monière, « c'est donc à Burlington que s'est amorcé le réaligement du nationalisme canadien-français et la construction d'une nouvelle conscience nationale axée sur la conservation de la langue et de la religion. » En réalité, Duvernay fait tout pour rapprocher les partis, y compris avec l'Église catholique. Sa vie durant, Duvernay fut un catholique sincère (il s'affaire même à Burlington à faire construire une église) et s'entend mal avec l'anticléricalisme radical. C'est certainement l'une des clés qui permet de comprendre rétrospectivement le retournement de Duvernay en faveur du parti de La Fontaine.

Même après l'amnistie de 1841, Duvernay demeure aux États-Unis. C'est qu'il a tout perdu : à Montréal, la maison de *La Minerve* a été pillée à plusieurs reprises; rien de bon ne l'attend là-bas. En même temps, l'exil devient de plus en plus difficile à supporter. Duvernay se met alors à boire de manière excessive. « Duvernay avait quarante-trois ans, une femme usée par les inquiétudes et cinq enfants à sa charge. La politique lui avait coûté cher. Emprisonné en 1828, emprisonné en 1832, emprisonné en 1836, exilé de 1837 à 1842, il se trouvait encore ruiné. [11] »

C'est dans ce contexte que les organisateurs de Louis-Hippolyte La Fontaine entrent en contact avec lui. Reconnu pour ses talents et son efficacité à la direction d'un journal, Duvernay est invité à ressusciter *La Minerve* pour le compte du Parti réformiste de La Fontaine et à faire concurrence à l'*Aurore des Canadas* affiliée à Denis-Benjamin Viger.



Au départ, un tel ralliement n'allait pas de soi. Tard en 1840, Duvernay a encore des mots très durs pour ceux qui, autour de La Fontaine, acceptent de collaborer au régime d'Union en échange de charges publiques et d'un fumeux concept de responsabilité ministérielle :

Et toi, Brutus aussi! que sont donc devenus les hommes de 1837? Où sont les membres de la Chambre d'assemblée qui votèrent les 92 Résolutions?... Où sont leurs principes politiques? Les apostats et les traîtres paraissent donc être en faveur auprès de certains patriotes; on tend la main à ceux qui contribuèrent à massacrer nos compatriotes et on semble dédaigner les hommes qui sont restés fidèles à la cause, qui ont tout sacrifié pour elle. [12]



Louis-Hippolyte La Fontaine en 1865.
Photo : William Notman. Source :
Wikimedia Commons, domaine public.

Qui plus est, Duvernay est désormais invité à soumettre les opinions du journal à une sorte de comité de censure. Il s'y objecte d'abord absolument mais renonce tout de même, la mort dans l'âme, à condamner l'Union de 1840 ainsi que l'alliance entre La Fontaine et les Réformistes de l'Ontario. Il revient finalement à Montréal en 1842 et *La Minerve* recommence à paraître en septembre en proclamant qu'elle ne déviara pas de ses anciens principes, mais « se prêterait aux circonstances où se trouverait le pays » [13]. Tout en protestant contre certaines injustices de l'Acte d'Union, le journal soutient désormais le parti réformiste de La Fontaine et le principe de la responsabilité ministérielle.

Installé au coin des rues Saint-Vincent et Sainte-Thérèse, Duvernay concentrera à l'avenir ses efforts sur la seule publication de *La Minerve*, n'imprimant plus de livres. Il y emploie tout de même une douzaine d'employés et *La Minerve* redevient en peu de temps le journal de langue française le plus important et le plus influent de Montréal.



La Société Saint-Jean-Baptiste

Dès son retour, Duvernay est invité à mettre sur pied une société nationale dans le prolongement des banquets Saint-Jean-Baptiste tenus de 1834 à 1837. On parle alors de « réorganiser » une société, même si on ne trouve nulle trace d'une telle organisation avant 1843.

Le 9 juin 1843, l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal est constituée en une société de bienfaisance établie dans le but de secourir des Canadiens français et de contribuer à leur progrès moral et social, sous le haut patronage de l'évêque de Montréal qui verra à désigner un aumônier... [14] Quel revirement par rapport à l'esprit de 1834, alors qu'il s'agissait d'une commémoration purement politique, républicaine, décoloniale et au diapason avec les autres mouvements révolutionnaires d'Amérique et d'ailleurs.

La fine fleur de la société canadienne-française se presse alors dans les diverses instances de la société où Duvernay réussit à raccommoder, du moins jusqu'en 1849, les diverses tendances politiques, de George-Étienne Cartier à Edouard-Raymond Fabre, de Louis-H. La Fontaine à Denis-Benjamin Viger, d'ailleurs désigné premier président. Duvernay se réserve lui-même le rôle de commissaire ordonnateur, la cheville ouvrière en somme, équivalent de nos jours de directeur-général et chargé des affaires courantes. Duvernay ne sera lui-même que brièvement président de la société, du 2 juin 1851 jusqu'à sa mort.

Si Duvernay avait dû avaler passablement de couleuvres à son retour d'exil en mettant *La Minerve* au service des Réformistes, cette position devient plus intenable encore à compter de 1847 et du retour en politique du grand Louis-Joseph Papineau. Revenu d'exil en 1845 plus intransigent que jamais, le tribun intime ses anciens lieutenants de choisir entre, comme lui, rejeter intégralement l'Acte d'Union ou alors se soumettre lâchement mais franchement aux caprices du gouvernement anglais. On aura compris que Papineau devient dès lors encombrant pour La Fontaine et ses partisans qui, eux, comptent justement tirer profit des institutions de l'Union et sortir le Canada français du dilemme où Papineau semble vouloir le contraindre.

Papineau compte notamment sur le soutien des jeunes Rouges, réunis au sein de l'Institut canadien fondé à Montréal en 1844 et rival de la Société Saint-Jean-Baptiste. Pour



Duvernay, c'en est trop et malgré sa grande admiration pour Papineau, *La Minerve* le décrit désormais comme un « grand agitateur » : « Nous n'aimons pas l'Union, mais nous l'aimons mieux que la dévastation. [15] »

Duvernay se trouve dans une position plus embarrassante encore durant la crise annexionniste de 1849. « Annexionniste de cœur » comme il le confie lui-même, il ne souhaite cependant pas se mettre La Fontaine à dos alors que bat son plein une campagne enthousiaste visant à faire du Canada un nouvel État américain. *La Minerve* hésite à se prononcer ouvertement sur cet enjeu. « L'annexion ne nous a jamais effrayé », suggère finalement le journal avant de se rétracter trois jours plus tard : « Nous n'avons pas prétendu nous faire les apôtres de l'annexion. [16] » De nouvelles querelles éclatent ensuite, notamment avec Louis-Antoine Dessaulles, le neveu de Papineau, que Duvernay attaque sur son athéisme, et contre Joseph-Guillaume Barthe de *l'Aurore des Canadas*, que Duvernay accuse de s'arroger les lucratifs contrats publics du gouvernement. Le libre-penseur d'autrefois doit alors régulièrement céder aux impératifs de l'homme d'affaires pugnace qui lutte afin de maintenir son affaire à flot, au péril de ses principes.

Une pluie d'hommages

Duvernay avait brulé la vie par les deux bouts. Il meurt le 28 novembre 1852 après avoir été pris de maux de poitrine, sans doute une crise cardiaque. Il avait 53 ans seulement. Il est parmi les premiers de sa génération à décéder, ils seront donc particulièrement nombreux à ses funérailles. Surtout, Duvernay avait acquis une haute réputation, tant comme imprimeur, éditeur, organisateur qu'à titre de fondateur de la fête nationale. Par ses nombreux coups d'éclat, il était devenu au fil du temps l'une des figures les plus connues et les plus populaires de Montréal. Son catholicisme sincère l'assure en plus des bonnes grâces de l'Église. C'est d'ailleurs Mgr Bourget lui-même qui préside ses obsèques en l'église Notre-Dame de Montréal. Louis-H. La Fontaine, Édouard-Raymond Fabre et Romuald Trudeau sont ses porteurs. On notera cependant l'absence remarquée de Louis-Joseph Papineau.



Le monument des Patriotes-du-Cimetière-de-Notre-Dame-des-Neiges (Monument aux victimes politiques de 1837-1838), à Montréal. © Fanny Martel, 2021. Source : [ministère de la Culture et des Communications, Répertoire du patrimoine culturel du Québec](#).

En octobre 1855, la translation des restes de Duvernay au nouveau cimetière Notre-Dame-des-Neiges est l'occasion d'une nouvelle imposante cérémonie qui attire des milliers de personnes. George-Étienne Cartier et Thomas Loranger font alors l'éloge du disparu.

Aujourd'hui encore, deux grands monuments rendent hommage aux patriotes à l'entrée du cimetière Côte-des-Neiges de Montréal, incarnant chacun une branche du nationalisme québécois. L'un, le « Monument aux victimes politiques de 1837-1838 », célèbre l'héritage libéral et républicain des patriotes, tel que le défendra d'ailleurs Papineau jusqu'à sa mort. L'autre, le « Monument Duvernay », où est inhumé l'imprimeur et où on rend hommage à ses successeurs à la tête de la Société Saint-Jean-

Baptiste, revendique davantage l'héritage national et culturel des patriotes, pour la défense de la langue et auréolée de la bénédiction cléricale. Encore aujourd'hui, ces deux branches rivales et légitimes du nationalisme québécois, toutes deux issues du mouvement patriote, continuent à se faire face et le parcours suivi par Ludger Duvernay permet en bonne partie de comprendre cette bifurcation [17].

Sur sa personnalité, l'affaire est entendue et les témoignages concordent : Ludger Duvernay était à la fois « joyeux et bon enfant », mais entêté et intransigeant, défendant ses idées avec opiniâtreté. On en veut pour preuve ses innombrables disputes, duels, emprisonnements, l'homme ne reculant ni devant l'exil ni les balles anglaises. En ce sens, il est certainement l'incarnation la plus spontanée de l'esprit de liberté.

Il apparaît aussi comme un entrepreneur audacieux et tenace qui sut mener des entreprises de presse au milieu des eaux troubles. Il fit de *La Minerve* le premier grand journal de langue française de Montréal et une institution respectée qui allait lui survivre durant



presque un demi-siècle, jusqu'en 1899. « J'ai sacrifié mon temps, avait-il confié un jour, mon travail, mes faibles recettes, mon avenir et celui de ma famille, et les plus belles années de ma vie, tout pour *La Minerve*. [18] »

Il fut ainsi le fondateur d'institutions durables et rassembleuses; *La Minerve* bien sûr, mais aussi la Société Saint-Jean-Baptiste et surtout la fête Saint-Jean-Baptiste, dont sa paternité est incontestable, reconnue fête patronale des Canadiens français d'Amérique en 1907 et, depuis 1977, Fête nationale des Québécois.

Duvernay fut aussi un inlassable promoteur de la lecture et de la diffusion des connaissances, mettant à la disposition du peuple tant des romans que des essais, des journaux comme des manuels scolaires ou des almanachs qui auront significativement contribué à alphabétiser les Québécois et, mieux que quiconque, à « rendre le peuple meilleur ».

Il constitue enfin le modèle parfait du Québécois qui combat jusqu'au bout pour ses principes : sincère, volontaire, rassembleur et s'adressant tant au cœur qu'à l'esprit. Ironiquement, du fait en particulier de sa précarité matérielle, il est aussi l'homme des compromis et du réalisme politique qui dut ultimement participer à la liquidation de l'héritage de la lutte patriote pour éventuellement le rendre compatible avec le projet de Confédération canadienne. De sorte que Duvernay incarne donc aussi l'archétype du Québécois : à la fois sincère, dévoué et débrouillard, mais tout autant réaliste et terre-à-terre.



Notes

- [1] Denis Monière. *Ludger Duvernay et la révolution intellectuelle au Bas-Canada*, Montréal : Éditions Québec/Amérique, 1987 : 18; Donald Prémont. « Duvernay, Ludger (1799-1852) [archive] », dans le site Les Patriotes de 1837@1838, 20 mai 2000.
- [2] Cité par Jean-Marie Lebel, *Ludger Duvernay et La Minerve. Étude d'une entreprise de presse montréalaise de la première moitié du XIX^e siècle*, Université Laval, 1982 : 23.
- [3] *La Gazette des Trois-Rivières*, PROSPECTUS. 25 juin 1817. BAnQ <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3641959>; Yves Tessier, « Ludger Duvernay et les débuts de la presse périodique aux Trois-Rivières », *RHAF*, vol XVIII, n° 1 (Hiver 1964) : 403.
- [4] Grand répertoire du patrimoine bâti de Montréal.
- [5] Cité par Jean-Marie Lebel. *Ludger Duvernay et La Minerve...*: 123.
- [6] François Landry, « Bien plus qu'un almanach! La librairie Beauchemin », *Cap-aux-Diamants : la revue d'histoire du Québec*, no 29, 1992 : 33.
- [7] Denis Monière et Catherine Lavenir, *Voyage au bout de l'indépendance : Ludger Duvernay et les patriotes exilés aux États-Unis (1837-1842)* [MANUSCRIT À PARAÎTRE] : 5.
- [8] Robert Rumilly. *Histoire de la Société Saint-Jean Baptiste de Montréal (Des patriotes au fleurdelisé)*, Montréal : Éditions de l'Aurore, 1975 : 14.
- [9] Georges Aubin et Jonathan Lemire, *Ludger Duvernay, Lettres d'exil, 1837-1842*, Montréal, VLB éditeur, 2015 : 39; Stephen Henry, « Duvernay's Exile in Burlington: the Vermont Interlude of a Canadian patriot », *Vermont History*, vol. 52, n°2 (printemps 1982) : 120.
- [10] Denis Monière et Catherine Lavenir, *Voyage...* : 62.
- [11] Robert Rumilly, *Histoire...* : 46.
- [12] *La Canadienne*, 19 octobre 1840.
- [13] *La Minerve*, 9 septembre 1842.
- [14] Léopold Gagner, *Duvernay et la Saint-Jean-Baptiste*, Les Éditions Chanteclerc Ltée, Montréal, 1952 : 51.
- [15] *La Minerve*, 21 avril 1848; Denis Monière, *Ludger Duvernay...* : 217.
- [16] *La Minerve*, 12 juillet 1849; 15 juillet 1849.
- [17] Gilles Laporte, « Querelle monumentale au cimetière Notre-Dame-des-Neiges (1854-1865) », *Montréal en tête*, Société historique de Montréal, vol. 62, n° 1 (printemps 2011) : 23.
- [18] Cité par Jean-Marie Lebel. « Duvernay, Ludger », *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, Université de Toronto, Université Laval, 2000.